

<https://www.pressegauche.org/NEGOCIATION-CONTRE-LA-DEMOCRATIE>



Conflit israélo-palestinien : Négociation contre la démocratie

- International - Asie/Proche-Orient -



Date de mise en ligne : mardi 29 septembre 2020

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

C'est la réflexion qui vient à l'esprit quand on examine la politique occidentale dans le dossier du conflit israélo-palestinien. Favoriser des négociations entre Israéliens et Palestiniens peut sembler aller de soi à première vue. On ne peut que favoriser la vertu négociatrice contre le vice de la violence.

Mais dans le contexte de ce conflit entre ces deux parties fort inégales, il s'agit d'une imposture.

Des négociations donnent des résultats positifs quand on est en présence de deux parties de force plus ou moins égale, chacune disposant alors d'un rapport de forces équivalent à l'autre et qu'une ne peut imposer sa loi à son vis-à-vis. Ce qui n'est pas le cas ici.

En effet, le gouvernement israélien tient le gros bout du bâton devant ses interlocuteurs palestiniens : il dispose de l'armée la plus puissante du Proche-Orient et il poursuit sans vergogne sa colonisation de la Cisjordanie, au mépris du droit international. Il a annexé Jérusalem-Est dont les Palestiniens et Palestiniennes projettent de faire la capitale de leur futur (et de plus en plus hypothétique) État.

Bref, il pratique la politique du fait accompli devant une nation palestinienne relativement faible et divisée.

Même si le gouvernement Abbas acceptait dans ces conditions de reprendre les négociations avec celui de Benyamin Netanyahou, elles ne pourraient être que factices et mener encore une fois à l'impasse.

La plupart des classes politiques occidentales reconnaissent à Israël un « droit sacré » à l'autodéfense mais nient celui à la résistance armée des Palestiniens et Palestiniennes en le classant d'office comme du terrorisme.

Ajoutons que Washington, grand allié d'Israël comme on sait, est à la fois juge et partie : le gouvernement américain prétend arbitrer le conflit entre ces deux nations mais il soutient envers et contre tout l'État hébreu.

Dans ce contexte truqué, des négociations entre celui-ci et la Palestine ne peuvent se réaliser que dans des conditions fort inégales qui jouent en faveur de l'opresseur israélien.

Quelle option reste-t-il alors aux Palestiniens et Palestiniennes pour rétablir un certain équilibre, sinon des pressions diplomatiques et militaires ? La dimension insurrectionnelle fait partie des moyens légitimes qu'un peuple a le droit d'utiliser pour se libérer lorsque la voie de la négociation se trouve bloquée, ce qui est le cas dans ce dossier.

Associer d'emblée négociation et démocratie relève de la fausseté la plus crasse.

Jean-François Delisle